

# L'Europe centrale se rebelle face au diktat de Bruxelles

**DRIEU GODEFRIDI**

*Docteur en philosophie, juriste*

Après le triomphe de la droite en Autriche et en République tchèque, il est temps de tirer la sonnette d'alarme: l'arrogance des pays de l'Europe de l'Ouest mène à la destruction de l'Europe. Que ce soit sur l'immigration ou dans le domaine de l'écologie, les peuples d'Europe centrale qui ont connu la férule nazie puis communiste n'acceptent plus le diktat de Bruxelles et Strasbourg.

D'abord, les faits. En Autriche, les droites modérée et radicale sortent largement majoritaires du scrutin et s'approprient à former un gouvernement; c'est sur le seul thème de l'immigration incontrôlée qui sévit actuellement en Europe que le jeune Sebastian Kurz a remporté les élections.

En Tchéquie, les différentes formations de droite totalisent désormais 157 sièges sur 200. C'est également sur le sujet de l'immigration, plus largement du «diktat» européen, que le «Trump tchèque» Andrej Babis – plutôt un modéré – a remporté les élections.

Il apparaît ainsi clairement que sur l'immigration, les pays d'Europe centrale – le groupe dit de Visegrád: Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie – plus l'Autriche se sont massivement prononcés contre l'idéologie qui prévaut au sein de la classe politique de l'Europe de l'Ouest.

Les politiques de l'Europe de l'Ouest estiment que l'Europe a le devoir moral d'accueillir chaque année un ou deux millions de réfugiés. Cette idéologie, exorbitante au regard de la sagesse des siècles, s'exprime autant dans les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme que dans les décisions de l'Union européenne.

## Impayable

C'est ce que refuse l'Europe centrale, d'une part parce qu'elle estime que c'est impayable: ces pays, en nette croissance mais qui restent en deçà de l'Europe occidentale, estiment qu'un réfugié qui ne parle pas la langue d'un pays dont il ne partage par ailleurs aucunement la culture représentera dans l'écrasante majorité des cas un coût et non un bénéfice.

Au-delà de ce point de vue, qui pour être économique n'en est pas moins légitime, c'est l'enjeu de civilisation qui préoccupe l'Europe centrale. Ces peuples voient bien que le «vivre ensemble» ouest européen est un échec dramatique, qu'après 50 ans de paroles «l'islam européen» reste une vue de l'esprit et ils ne veulent pas que, demain, Prague, Vienne et Budapest ressemblent à Paris et Bruxelles.

Par ces motifs, jamais ces pays n'accepteront les quotas de réfugiés imposés par Bruxelles et Berlin, quelle que soit la forme qu'on leur donne, que ce soit dans le cadre actuel de l'accord de Dublin, qui prévoit de répartir les réfugiés selon des quotas déterminés par la bureaucratie de l'UE. Ou selon le nouveau système, encore plus maximaliste, prôné par le Parlement européen consistant à répartir d'emblée les réfugiés dès leur arrivée sur le sol européen. Cette position extrême n'a aucune chance d'être validée par l'Europe centrale.

On en parle moins mais sur le développement durable, les positions ne sont pas moins

Sur le développement durable comme sur l'immigration, la classe politique de l'Europe de l'Ouest tente par tous les moyens, y compris le chantage, de forcer la main de nos frères d'Europe centrale.

antagonistes: l'Europe centrale ne croit pas à la science du Giec (groupe intergouvernemental sur le climat) qui institue l'homme en responsable du climat.

Contrairement aux pays de l'Ouest européen qui, à l'instar de l'Allemagne et de la Belgique, renchérissent constamment le coût de l'électricité en s'engageant dans une politique extrême de tout-au-renouvelable, l'Europe centrale n'a nullement l'intention de précipiter des millions de ménages dans la précarité énergétique.

Rappelons que dans un pays tel que l'Allemagne, entré en transition énergétique bien avant la France, le coût de l'électricité pour les ménages est plus du double de la France et que des millions de ménages peinent à payer leur électricité.

En Belgique, par la foi des politiques menées depuis dix ans, la facture d'électricité a augmenté de 70%, dans le même temps qu'elle diminuait sur les cinq continents, et que le coût de l'énergie fossile quant à lui s'effondrait... Cette extrême politisation de l'énergie, aux dépens des ménages et surtout des plus précarisés d'entre eux, comment s'étonner que l'Europe centrale n'en veuille pas?

## Erreur de civilisation

Pourtant, sur le développement durable comme sur l'immigration, la classe politique de l'Europe de l'Ouest tente par tous les moyens, y compris le chantage, de forcer la main de nos frères d'Europe centrale. Cela nous paraît une erreur, et même une erreur de civilisation: dans un continent qui a certes enfanté la liberté et le progrès, mais qui fut pendant des siècles déchiré des guerres les plus meurtrières, il serait regrettable de nous aliéner des Européens qui tentent sur ces sujets de préserver leur souveraineté pour faire entendre une voix modérée.

Une erreur, mais surtout une illusion. Car les pays de Visegrád dépendent de moins en moins de la subvention européenne, et surtout ils jouissent désormais sur l'immigration comme sur le développement durable, plus généralement le diktat de l'UE, d'un allié géopolitique de poids: les Etats-Unis.

Dernier ouvrage: «La passion de l'Egalité – Essai sur la civilisation socialiste»